

## Post-printemps arabe et recherche

Interview exclusive du chercheur Wael Saleh de l'université de Montréal

### “Le fait d’expliquer les actes terroristes commis par des jeunes, souvent au nom de l’islam est à mon sens une erreur d’ordre épistémologique et méthodologique”

La recherche d’une réforme en profondeur de l’Islam intéresse de nombreux spécialistes notamment des politologues et islamologues dans le monde universitaire pour répondre aux questions majeures de notre époque avec la recrudescence du terrorisme et des conflits religieux de plusieurs courants islamistes. Nous nous sommes entretenus avec l’universitaire Wael Saleh, titulaire d’un Ph.D en Sciences humaines appliquées (Sciences politiques et Études islamiques). Il est chercheur postdoctoral à l’Institut d’études religieuses et au Centre d’études et de recherches internationales (CÉRIUM) de l’Université de Montréal au Canada. Ce dernier est également le cofondateur et directeur de l’Institut d’études post-printemps arabe (IEPPA). Voici en exclusivité, la substance de notre entretien.



**Dr Wael Saleh, vous venez de publier chez l’Harmattan un ouvrage qui a pour titre : «A la recherche d’un aggiornamento de l’Islam.» Pourquoi avoir jugé à travers votre livre de l’intérêt d’une recherche pour une volonté de changement, d’ouverture et de modernité pour l’Islam comme à l’époque du Concile Vatican II entre 1962-1965 qui a été à l’origine d’une nouvelle ère dans l’Église catholique romaine sous l’impulsion du Souverain Pontife Jean XXIII et son accomplissement avec le Pape Paul VI ?**

Parce qu’à mon sens, le monde arabo-musulman se trouve dans une situation de bouleversement comparable à celle qu’avait connue l’Europe à l’époque de la Réforme et des guerres de religion. Que l’on pense à la montée du sectarisme, à l’incohésion sociale, aux guerres civiles, à la radicalisation menant à la violence ou à la manipulation par les puissances régionales et internationales, ce contexte exige « un ensemble de solutions radicales » ou une « véritable transformation culturelle et sociale », c’est-à-dire un aggiornamento régulant le lien entre le religieux et le politique et permettant de mieux vivre ensemble dans la paix. Parmi les indices des potentiels change-

ments, on peut identifier la remise en cause et en question des principales thèses de l’islamisme : « L’islam est la solution » est remplacé par « L’islamisme est le problème » ; « La crainte de l’État-nation » est remplacée par « La crainte pour l’État nation » ; la mise en cause de la démocratie procédurale des islamistes. Enfin, le contexte régional est devenu plus hostile envers l’islamisme et le contexte international est devenu plus prudent envers les islamistes, tout ceci en lien avec l’éclatement de l’organisation internationale des Frères musulmans qui est la matrice de l’islamisme.

Dans un livre que j’ai coécrit avec professeur Patrice Brodeur et paru en 2017, nous croyons qu’à court et moyen terme, les islamistes, plus particulièrement les Frères musulmans, seront condamnés soit à un rétro islamisme (un islamisme tourné vers le discours du passé, vers le discours de départ, figé sur une logique totalisante et exclusiviste, niant le pluralisme, l’incertitude, le compromis), soit à un néo islamisme (un islamisme sans islam politique qui signifie, pour tout dire, de « (dés)islamiser » l’islamisme en le vidant de presque tous ses fondements initiaux mais en gardant uniquement l’appellation). Les deux voies ne peuvent que conduire à ce que nous appellerons un nécro islamisme, c’est à dire la disparition d’un islamisme qui n’a plus d’avenir, qui a perdu toutes sortes de légitimités et de son influence dans la société arabo musulmane, ainsi que ses outils de mobilisation et de recrutement sur lesquels il compte depuis son émergence.

Ce nécro-islamisme pourrait mener à un aggiornamento musulman tant attendu. En effet, on voit un mouvement réformiste devenu plus proche que jamais d’une autonomie de l’être humain au nom même de l’islam, ainsi qu’une montée actuelle d’un modernisme humaniste qui est devenu plus fort que jamais et plus courageux dans ses thèses et ses postulats. Le christianisme s’est adapté et l’islam me semble être en voie de se réadapter.

**La difficulté qui semble être celle d’un aggiornamento de l’Islam est notamment l’influence assez profonde de certains courants religieux à l’exemple des Sunnites et Chiïtes qui ne s’accordent pas toujours et**

**influencent même la sphère politique dans certains pays arabo-musulmans comme le Yémen, les Comores. Qu’en dites-vous ?**

Premièrement, il ne faut pas oublier que l’origine du sectarisme en islam est sans doute le résultat direct des conflits politiques. Ces conflits ont donné naissance aux trois grands groupes devenus les trois principaux courants religieux : les sunnites qui incarnent l’État vainqueur, les chiïtes qui représentent l’opposition alaouite, de même que les ibadites héritiers de l’opposition Kharijite. Dans ce contexte, le fiqh est devenu une entité morale et politique qui détient le rôle institutionnel religieux avec des pouvoirs législatifs qui semblent même plus larges que ceux de l’Église chrétienne du Moyen Âge.

En deuxième lieu, la difficulté de l’islam contemporain pour arriver à son aggiornamento est due à la manipulation politique de cette religion par l’islam politique. En ce sens, on a qu’à penser à tous les courants qui représentent un mouvement anhistorique et qui s’appuient sur quelques mythes (Califat, application de la shari’a, etc.) considérés comme des idées absolues et sacralisées alors que ces dernières ont en fait des phénomènes historiques et non pas religieux.

Cette religiosité ne voit pas la société comme un champ qui doit être pluraliste aux niveaux politique, intellectuel et social, mais la voit plutôt comme un champ de conflits et de domination. Au surplus, cet islam politique ne considère pas le peuple comme souverain ni l’État comme une expression de ce peuple, mais il voit le peuple et le territoire comme un champ de lutte, une terre à envahir et comme des entités qui n’existent que pour être dominées et possédées.

Nous sommes d’accord que l’islam n’est pas un facteur du philistinisme. Par contre, selon les résultats de mes recherches, je suis en mesure de constater que l’islamisme holiste et l’islamisme activiste, prônés plus particulièrement par les Frères musulmans, sont largement un facteur de philistinisme. Le problème de leur modèle du savoir imposé est qu’il est taillé comme le lit de Procuste : on coupe ce qui dépasse (islam comme cadre éthique) et on écartèle ce qui est petit (politique et législation)! L’islam

doit donc se débarrasser de ses surcharges politiques pour pouvoir vivre son moment de « Lumières ».

**Le sociologue et théologien américain Peter Berger pense que l’isolement de la religion dans l’espace public passe nécessairement par le développement socio-économique. Cependant, ce n’est pas toujours vrai aussi bien dans certains pays en développement que développés. Qu’est-ce qui explique cela ?**

De quelle sorte de religion parle-t-on ? C’est pour cette raison que je préfère utiliser le terme religiosité. Je suis d’accord avec Bruno Giuliani qui affirme que ce n’est pas la liaison entre la religion et la politique qui peut être dangereuse. « C’est plutôt la religion et la politique elles mêmes qui peuvent être dangereuses lorsqu’elles ne sont plus raisonnables et qu’elles ne sont plus animées par un désir éthique. Il conclut qu’« au contraire, l’attitude religieuse caractérisée par le respect du sacré et l’attitude politique caractérisée par la pratique de justice se complètent et s’allient nécessairement lorsqu’elles sont conformes à la raison, car elles sont animées par un même souci ».

Un exemple de la religiosité dangereuse est l’islam politique qui voit l’État, dans leurs deux versions de Velayat e faqih et Velayat al murshid, non pas comme une institution qui surveille les intérêts du peuple et qui organise les affaires publiques, mais comme un pilier de l’islam. Pour cet islam politique, il n’y a pas un État légitime sans une application de la shari’a et il n’y a pas d’islam sans État qui se préoccupe essentiellement d’appliquer l’islam et sa shari’a. Ces sortes de religiosités qui croient avoir la vérité absolue mènent à trois problèmes fondamentaux : l’inertie de la pensée pour arrêter le mouvement de la critique, la dispersion dans des équipes hostiles qui se battent parfois entre elles, et la nécessité de gouverner le peuple, même au prix de l’oppression. Elles ne peuvent donc que générer des séditions, des discordes et du sectarisme.

Je voudrais terminer la réponse à cette question par une bonne nouvelle qui est détaillée et approfondie dans mon livre, soit l’émergence d’une tendance musulmane libérale et humaniste moderne prônant que l’espace

## d'un aggiornamento de l'islam...

étatique doit être vidé du religieux au nom même de la religion. J'y préconise également les éléments suivants : que les valeurs de la gouvernance doivent être humanistes et citoyennes; que l'espace public doit être ouvert au religieux, en autant qu'on y utilise un langage rationnel, neutre et séculier (dans le sens de non-sectaire); que l'humanisme et la modernité doivent être les principales sources de légitimité; que la légitimité doit être de nature contractuelle, démocratique et électorale; et finalement, que les lois doivent être humaines au nom même de l'islam. Voici une sorte de religiosité qui, toujours dans le cadre de l'islam, peut constituer un contre-exemple.

**L'islamologue Ghaleb Bencheikh pense que l'interférence de l'ordre religieux dans le champ politique et la politisation des systèmes de croyances demeurent l'un des problèmes majeurs auxquels ont toujours été confrontés les sociétés humaines. D'après vous, quelles sont les pistes de solution pour en sortir dans certains pays arabo-musulmans confrontés à de nombreux défis multiformes à relever pour favoriser la paix sociale, la cohésion nationale et la stabilité politique ?**

Inspiré des écrits des intellectuels arabes comme Sāmiḥ Fawzī, Ridwān Sayyid 'Abd al Mun'im Sa'ūd et Sayyid Yāsīn, je propose, à la fin de mon livre, une approche procédurale d'un aggiornamento musulman régulant le lien entre le religieux et le politique qui permettrait de vivre ensemble en paix. Tout d'abord, il faut distinguer entre l'espace public et l'espace étatique. Ce dernier doit être vidé du religieux, car l'État ne doit être ni religieux ni antireligieux. « *Il est aréligieux* ». La concurrence entre les acteurs politiques doit être basée exclusivement sur la meilleure administration de l'État dans le cadre d'un Developmental State. Par contre, dans l'espace public, le religieux est le bienvenu, mais on doit exclure sept champs de l'utilisation de la religion : la mobilisation politique; l'exclusion des citoyens; la discrimination contre des citoyens; l'emploi indiscriminé de la religion et la justification des politiques; la justification ou la légitimation de la violence; la fermeture ou la saturation de l'espace public; et la légitimation politique.

Il faut également faire sortir la religion de la domination de l'État et des zones de la concurrence et des conflits. Les mouvements et les forces politiques ont le droit de choisir et d'adopter leur référence et leur cadre éthique, qu'il soit religieux ou idéologique, mais ils ne doivent pas les sacrifier. Ces idées, quoiqu'elles soient issues de la référence et du cadre éthique religieux ou autre, doivent être exprimées et comprises comme des idées humaines qui peuvent être justes ou fausses. Elles doivent être le sujet d'évaluations et de critiques, sans aucune accusation d'apostasie ni de trahison. Pour ceux qui ont recours à la référence religieuse, ils doivent montrer la temporalité de leurs interprétations de la religion et abandonner leurs lectures et interprétations sectaires qui ont remplacé le Texte original.

Finalement, il faut comprendre que la shari'a et le fiqh ne sont pas la religion et que la religion n'est ni la shari'a ni le fiqh. L'amalgame artificiel entre les trois est une erreur parce que la shari'a et le fiqh ne sont que

des efforts interprétatifs du Texte par des humains. Le danger est quand les efforts intellectuels (interprétations ou jugements) des faqih humains résultent en l'occultation du texte lui-même ou dans la prétention de détenir les seules vraies versions de la compréhension du Texte. C'est à un tel point qu'il est difficile de distinguer entre ce qui appartient au Dieu et ce qui appartient aux compréhensions et aux interprétations humaines, atteignant même avec le temps le rang du texte divin.

Deux chemins différents sont présentés à la fin de mon livre pour libérer l'islam de l'emprise du fiqh et des mouvements islamistes. Le premier est celui de S. Al Hilālī qui nous explique que l'islam doit être comme La Mecque autour de laquelle la prière est exceptionnellement permise dans tous les sens, que la loi des hommes est la loi de Dieu, et que la religion a été révélée pour servir l'Homme. La religion est donc au service de l'Homme et non le contraire. Le deuxième chemin est celui d'A. Yāsīn qui soutient que la shari'a est une loi, que la loi est intrinsèquement sociale et variable, et que ce qui est variable et social ne peut être divin. Il distingue entre le texte incitant à croire en Dieu, le texte de nature morale invariable et le texte traitant des affaires sociales et législatives. Puis il postule que les deux premières versions du texte (relatif à l'unicité de Dieu et au cadre éthique invariable) ont été divulguées sans bases sociales. Il pense qu'ils sont les seuls textes qui peuvent être qualifiés de sacrés, d'invariables et d'intemporels. Les autres textes (sociaux et législatifs), bien qu'ils soient cités dans le Coran, sont temporels. Ils s'adressaient simplement aux musulmans de l'époque de la révélation dont l'efficacité est législativement temporelle.

**Comment expliquer que le facteur religieux puisse continuer à participer à la stabilité d'un pays comme Israël, à la désstabilisation d'un autre État à l'exemple de l'Égypte mais également à la désagrégation d'autres États tels que le Soudan, le Kosovo ?**

L'importance du lien qu'on peut tisser entre le religieux et le politique vient du fait que si la religiosité peut être socialement un facteur de violence, elle peut aussi être un facteur de paix, car ce lien décide de la nature de l'État et de la société ainsi que de leurs droits et devoirs.

Dans le monde arabo musulman, on se pose encore jusqu'à maintenant les questions suivantes : Qui sommes nous ? Égyptiens, Arabes ou Musulmans ? Quel régime voulons nous ? Pouvoir civique ou religieux ? C'est la conception du lien entre le religieux et le politique qui donne des réponses à ces questions et qui représente, en effet, le cœur de trois enquêtes chroniques qui suscitent des questionnements dans la pensée arabo musulmane : 1) Un espace de référence : Oumma, qawmīyah (arabité) ou waṭanīyah (nationalisme) ? 2) La nature du régime : religieuse ou civile ? 3) Qu'est ce qui organise notre vivre-ensemble : la loi positive ou la loi divine ?

On peut donc dire que depuis plus de 200 ans, les arabo musulmans se posent les mêmes questions et qu'ils ne sont, jusqu'à maintenant, toujours pas en accord avec les réponses qui déterminent le comment vivre

ensemble. L'absence d'une raison collective ou d'une conscience collective sur le rapport entre le religieux et le politique est peut-être parmi les raisons les plus importantes de tout ce qui se vit dans la plupart des pays à majorité musulmane. Les différentes réponses à ces questions représentent plusieurs formes de religiosités, ce qui a mené à des tensions qui ont eu un impact sur la société arabo-musulmane par le biais de conflits identitaires qui déchirent le monde arabo-musulman depuis l'émergence de l'islamisme au début de XXe siècle. Ces tensions dépassent amplement le cadre des sociétés à majorité musulmane ainsi que des communautés et populations musulmanes de par le monde. On y voit maintenant des phénomènes tels que la violence au nom de l'islam, les mouvements migratoires, les exodes et les conflits identitaires dans les pays d'émigration.

**Les attentats terroristes ont pris des proportions inquiétantes notamment en Occident dans certains pays comme la France, la Belgique, les États-Unis, etc. Cette multiplication d'actes terroristes par des jeunes de confession musulmane vivant généralement dans certaines banlieues pauvres sans emploi et moins intégrés dans la société de leur naissance ou d'accueil pourrait aussi s'expliquer par l'inégalité des chances scolaires et sociales théorisée par le sociologue français Raymond Boudon. Quel est votre point de vue ?**

Le fait d'expliquer les actes terroristes commis par des jeunes, souvent au nom de l'islam, et qu'ils comprennent (leur religiosité) seulement par des facteurs socio-économiques est, à mon sens, une erreur d'ordre épistémologique et méthodologique. Dans un premier temps, cela ne peut que cacher les autres facteurs idéologiques qui sont les plus importants pour comprendre ce phénomène et, dans un deuxième temps, ne peut que justifier la violence. Une approche interdisciplinaire paraît nécessaire pour comprendre ce phénomène qui appelle lui-même au dialogue et qui implique, afin de le refréner, des communications où chaque discipline doit offrir son apport.

**Réduire l'islam au politique, comme les islamistes le font, n'est-il pas le principal argument sous jacent qui incite à la violence ou à l'idée du changement par la force et qui transforme, avec le temps, le conflit politique en un conflit entre le bien et le mal ou entre la bonne interprétation de la religion et la mauvaise ?**

Et si la pauvreté, la marginalité et l'inégalité sont les principaux facteurs de la violence commise au nom de l'islam, ne serait-elle pas plus étendue que maintenant dans un monde marqué par ces maux ? Il faut un catalyseur idéologique qui théorise et justifie cette violence. Selon la tendance dominante qui existe dans la littérature sur ce phénomène, il n'y a pas de profil type pour les individus qui se radicalisent. Il existe plutôt une diversité de logiques et de profils sociaux. Ainsi, une fragilité individuelle ne conduit pas obligatoirement à la radicalisation. Il faut pour cela la rencontre d'une ou plusieurs offres radicales composées d'ensembles de discours, de croyances et de visions du monde. Ces éléments sont alors disponibles aux individus vulnérables par le biais d'agents qui cadrent le discours

en mettant de l'avant une logique manichéenne.

Selon le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence de Montréal, cette radicalisation renvoie à la concomitance de trois phénomènes. Le premier est l'adoption d'une idéologie dont la logique devient un véritable cadre de vie, d'action et de signification pour un individu. Le deuxième est la croyance dans l'utilisation des moyens violents pour faire entendre une cause. Et le troisième est la fusion entre l'idéologie et l'action violente.

**L'islamologue Tariq Ramadan a profondément influencé le monde musulman par sa pensée. Cependant, les accusations dont-il fait l'objet de plusieurs femmes en France avec son emprisonnement viennent ternir la réputation du professeur de la célèbre université d'Oxford. Malgré tout, que représente pour vous ce penseur et quelle est sa contribution intellectuelle au delà de l'autre visage de cet intellectuel suisse d'origine égyptienne ?**

D'entrée de jeu, constater que la pensée de Tariq Ramadan a profondément influencé le monde musulman peut facilement être remis en question compte tenu du manque de références scientifiques. Certes, il a influencé une tranche un peu élargie de la jeunesse musulmane vivant surtout en Europe. Par contre, il me semble que sa présence dans le monde arabo-musulman est très limitée. Je crois qu'il souffre du même problème dont souffrent les islamistes : soit que leurs textes et discours fondateurs sont incompatibles avec les valeurs minimales pour pouvoir vivre ensemble de façon pacifique, qu'ils doivent jongler avec la diversité des points de vue et identités et nécessitent des compromis politiques et sociaux dans la vie de tous les jours; soit qu'ils idéalisent à leur maximum leur politique et ne dépassent presque jamais le niveau discursif. Bien que ces textes soient revêtus par le religieux, ils ne visent qu'un seul objectif : recruter et se mobiliser contre leurs ennemis politiques. Tariq Ramadan me paraît un bon exemple de ces deux vices mortels à long terme.

*Propos recueillis par Ferdinand Mayega à Paris*

